



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Est

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 Lyon

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006104356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté 59-65 rue de la Reveriaz 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans l'action régionale 2024 sur la thématique du contrôle des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- 59-65 rue de la Reveriaz 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Initialement, ces installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non

dangereux étaient autorisées par arrêté préfectoral du 15 /11/1996 et exploitées par la société VIGNIER et FILS. L'autorisation a ensuite été transférée à la société SITA Centre Est en 2011 (récépissé de changement d'exploitant du 29/08/11), devenue la société SUEZ RV Centre Est suite à un changement de dénomination sociale du 1/07/16.

Des mises à jour de l'arrêté préfectoral d'exploitation de ces installations ont été effectués et celles-ci sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2018, délivré à la société SUEZ RV Centre Est, complété par l'APC du 24 avril 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3-5	Demande d'action corrective	
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.4.4 - 3.4.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
7	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement contrôlé ne fait pas l'objet de non-conformités significatives vis-à-vis de la thématique des rejets aqueux. Cependant, il convient de rappeler à l'exploitant le bon respect de la périodicité d'analyses des eaux. Par ailleurs, l'exploitant devra surveiller le faible dépassement en concentration constaté sur le paramètre .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats :

L'exploitant a transmis le plan des réseaux lors de l'inspection. Ce dernier était à jour (dernière version datait de 2018) et était clairement les différentes natures d'effluents, les réseaux et les points de rejets. Une version du 19 mars 2024, postérieurement à l'inspection a été transmis par courriel à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Les 3 points de rejets visualisés lors de l'inspection n'ont pas montré de signe visible prouvant une anomalie particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les 3 points de prélèvements étaient accessibles et en bon état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3-5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède semestriellement, en période de fonctionnement normal des installations, à des analyses d'échantillons représentatifs des effluents rejetés lors du fonctionnement sur une journée des installations, pour les paramètres cités au 3.4.4 et 3.4.5.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que la fréquence semestrielle n'a pu être maintenue à l'échelle de l'année 2023 en raison d'une organisation complexe pour la venue des laboratoires face à la sécheresse et aux faibles épisodes pluvieux. Une analyse des rejets aqueux (eaux pluviales et industrielles) a été menée le 24 octobre 2023 par SavoieLabo. Une contre-analyse a été réalisé sur l'ensemble des paramètres le 1er décembre 2023 toujours par SavoieLabo, uniquement pour le point de rejet d'eaux pluviales situé au sud du site.</p> <p>Il a été constaté postérieurement à l'inspection que l'exploitant n'avait pas transmis le résultat de sa campagne d'analyse des rejets aqueux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la fréquence d'analyse semestrielle doit être respecté en tout état de cause.Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses dans un délai d'un mois après édition du rapport, comme indiqué dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 5 : Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.4.4 - 3.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.4.4 En sortie de chaque dispositif interne de traitement, les eaux pluviales doivent présenter les caractéristiques suivantes :</p> <p>Article 3.4.5 En sortie du dispositif interne de traitement, les eaux industrielles issues de la plateforme de lavage des véhicules doivent présenter les caractéristiques suivantes :</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p>Sur l'analyse menée en octobre 2023, plusieurs dépassements de VLE ont été constatées pour le point de rejet Eaux Pluviales situé au sud du site, à proximité du canal des usiniers.</p> <p>Les dépassements constatées portent sur les paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension : 140mg/L pour une VLE de 100mg/L - Fer + Aluminium : 11,9mg/L pour une VLE de 5mg/L - Hydrocarbures totaux : 11,2 mg/L pour une VLE de 10 mg/L <p>Une action de curage du séparateur à hydrocarbure situé juste en amont du point de rejet susmentionné a eu lieu le xx novembre 2023 par la société XXX.</p> <p>Une contre-analyse a eu lieu le 1er décembre par SavoieLabo. Les résultats montrent seulement un dépassement pour le paramètre Fer+Aluminium: 5,84 mg/L au lieu de 5 mg/L. En revanche, les paramètres Matières en suspension et Hydrocarbures totaux sont conformes aux valeurs limites de rejet.</p> <p>Concernant les autres point de rejet, aucun dépassement n'a été constaté au regard des valeurs limites de rejet applicable.</p> </div>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'inspection demande à l'exploitant de veiller au bon respect de la valeur limite de rejet pour les paramètres Fer+Aluminium. Considérant le très faible dépassement et la nette diminution entre octobre et décembre 2023, la concentration sera contrôlée dans le cadre des campagnes en 2024. Des actions visant à respecter cette VLE devront être conduites d'ici là afin de présenter un résultat positif à la prochaine analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet

Prescription contrôlée :

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le débit de rejet pouvait être estimé à partir de la consommation d'eau. L'exploitant consomme annuellement un volume d'eau de 685 mètres cubes. Il n'est donc de fait pas concerné par une mesure en continu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel le XX mar2024, à l'inspection des installations classées, le bon de commande passé pour la campagne d'analyses portant sur les PFAS.

Toutefois, il a été constaté que les analyses porteraient sur le point de rejet SUD qui concernent les eaux pluviales susceptibles d'avoir été souillées par les déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'inclure aussi à minima un point de mesure sur le rejet d'eaux industrielles, considérant l'utilisation de lessive sur l'aire de lavage.

Type de suites proposées : Sans suite

